

ANALYSE DE LA PRESSE

Septembre 2014

1. A la une : Composition du nouveau gouvernement turc
2. Dossier du mois : La Turquie de plus en plus impliquée dans la lutte contre l'Etat Islamique
3. Turquie
4. Economie
5. Union européenne
6. International
7. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Septembre 2014)

1. A la une : Composition du nouveau gouvernement turc

Le nouveau gouvernement turc a présenté, son programme à l'Assemblée nationale le 1^{er} septembre. Disposant d'une majorité absolue de 313 sièges sur 550, le Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir n'a pas eu de difficulté d'obtenir le vote de confiance le 6 septembre.

Le premier ministre, « l'éminence grise » d'Erdoğan

Auteur des concepts de "la profondeur stratégique", "zéro problème avec les voisins", "la conscience juste" qui ont façonné la politique étrangère turque, le nouveau Premier ministre **Ahmet Davutoğlu** était ministre des affaires étrangères depuis 2009. « Davutoğlu est considéré comme "l'éminence grise" d'Erdoğan depuis son arrivée au pouvoir en 2003. (...) Cet universitaire de 55 ans (...) commence sa carrière en Malaisie à l'Université internationale de l'islam. Sa thèse porte alors sur la critique du monde occidental et l'islam comme alternative de civilisation. Son livre La Profondeur stratégique, publié en 2001 et qui prône une Turquie contemporaine héritière de l'Empire ottoman, est un best-seller. Il attire alors l'attention d'Abdullah Gül et devient son conseiller lorsque celui-ci est nommé premier ministre en 2002. Succédant à Gül en 2003, Erdoğan le garde comme conseiller et lui donne un statut de "ministre des Affaires étrangères de l'ombre". (...) On le surnomme "le Kissinger de la diplomatie turque". » (*Le Figaro, Nare Hakikat, 22/08/2014*)



Le nouveau gouvernement est composé des fidèles

« Le vice-Premier ministre **Ali Babacan**, responsable des questions économiques dans le gouvernement sortant, conserve son poste, de même que les ministres des Finances, **Mehmet Simsek**, de l'Economie, **Nihat Zeybekci**, et de l'Energie, **Taner Yildiz**. Cette stabilité de l'équipe économique traduit la priorité du nouveau cabinet, qui devra faire face au ralentissement de la croissance de l'économie, sur laquelle repose une grande partie de la popularité de l'AKP. » (*Le Nouvel Observateur, Reuters, 29/08/2014*)

Mevlüt Cavusoglu, qui succède à Ahmet Davutoğlu au ministère des Affaires étrangères « est un spécialiste des affaires européennes et fait partie du cercle des proches du président Recep Tayyip Erdoğan. (...) Député de la province d'Antalya (sud) depuis 2002, M. Cavusoglu est titulaire d'un doctorat en économie et a été chercheur à la London School of Economics (LSE). De 2010 à 2012, il a occupé le poste de président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Première personnalité turque à diriger cet organisme européen, il s'est souvent présenté lui-même comme son "premier dirigeant musulman". M. Cavusoglu a été nommé en décembre dernier au portefeuille de ministre des Affaires européennes et négociateur en chef avec l'Union européenne (UE), chargé de relancer les discussions d'adhésion entre Bruxelles et Ankara qui piétinent depuis que la Turquie a obtenu le statut officiel de candidat en 2005. (...) M. Cavusoglu est considéré comme un expert des questions internationales, sur lesquelles il a longtemps conseillé l'ex-Premier ministre Erdoğan (...). Polyglotte, M. Cavusoglu parle l'anglais, l'allemand et le japonais. Marié à une fonctionnaire, il est père d'une fille. » (*Le Parisien, AFP, 29/08/2014*)

Les quatre nouveaux noms dans la liste des ministres

« **Numan Kurtulmuş** hérite d'un poste de vice-Premier ministre. Ce docteur en économie est professeur à l'Université du commerce d'Istanbul (İstanbul Ticaret Üniversitesi) et l'auteur d'essais économiques ainsi que de nombreux articles. Issu de la même famille politique que Recep Tayyip Erdoğan (Milli Görüş ou Vision nationale), il fonde en 2010 un parti d'opposition (HSP, Le parti de la voix du peuple) qu'il dissout deux ans plus tard pour rejoindre le parti au pouvoir, l'AKP (Parti de la justice et du développement).

Yalçın Akdoğan, député AKP d'Ankara, devient également vice-Premier ministre. Diplômé de la Faculté des Sciences de la communication de l'Université d'Ankara, il écrit régulièrement pour des journaux pro-gouvernementaux tels que Yeni Şafak et Star. Yalçın Akdoğan a été le principal conseiller politique de Recep Tayyip Erdoğan pendant son mandat de Premier ministre.

Volkan Bozkır, député AKP d'Istanbul, est nommé ministre des Affaires européennes. Il a commencé sa carrière en tant que vice-Consul en Allemagne en 1975, puis a occupé plusieurs postes dans des consulats et ambassades de Turquie dans différents pays. Volkan Bozkır a notamment été ambassadeur en Roumanie. Il a ensuite occupé des postes de premier plan au ministère des Affaires étrangères. Francophone, Volkan Bozkır a dirigé le bureau de la représentation permanente de la Turquie auprès de l'Union européenne de 2005 à 2009.

Nurettin Canikli, député AKP de Giresun, hérite du ministère des Douanes et du Commerce. Diplômé en sciences politiques de l'Université d'Ankara, il a effectué son Master en finance à l'université de Sheffield. Nurettin Canikli a occupé divers postes au ministère des Finances, est partenaire d'une société de conseil financier, et a été chroniqueur économique pour le journal Yeni Şafak. C'est l'un des fondateurs de l'AKP. » (*lepetitjournal.com, Théo Morais, 01/09/2014*)

« D'une grande continuité dans sa composition, le gouvernement de M. Davutoglu ne devrait pas changer d'un pouce la politique conduite depuis 2003 par son prédécesseur. "Les noms changent aujourd'hui, mais l'essence, la mission, l'esprit, les objectifs et les idéaux restent", a lui-même souligné mercredi M. Erdogan. "L'axe principal (du gouvernement) n'a pas changé. Il ne s'agit que d'une modification partielle", a commenté vendredi le nouveau vice-Premier ministre Kurtulmus. » (*Le Point, AFP, 29/08/2014*)

Parmi les priorités du nouveau couple exécutif Erdogan-Davutoglu figurent la réforme de la Constitution, la garde du contrôle de l'AKP, la poursuite de la lutte contre Fethullah Gülen, le processus de paix avec les Kurdes, sortir des guêpiers syrien et irakien et enrayer le ralentissement de l'économie. (*Le Parisien, AFP, 28/08/2014*)

2. Dossier du mois : La Turquie de plus en plus impliquée dans la lutte contre l'Etat Islamique

Libération des otages turcs

Les forces spéciales turques ont libéré ses 49 otages (dont 46 ressortissants turcs) que l'Etat Islamique (EI) « avait capturés le 11 juin lors de la prise du consulat général de Turquie à Mossoul, aux premiers jours de son offensive dans le nord de l'Irak. » Les otages, parmi lesquels figuraient le consul général et son épouse, plusieurs diplomates et leurs enfants, ainsi que des membres de forces spéciales turques, qui ont été libérés la suite des négociations diplomatiques sont rentrés en Turquie samedi 20 septembre. (*Le Point, AFP, 20/09/2014*)

Le président de la république turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré qu'aucune rançon n'avait été versée. « Il n'a pas été question d'argent du tout, il y a seulement eu des négociations diplomatiques et politiques. Et c'est une victoire de la diplomatie », a-t-il déclaré aux journalistes. » (*Libération, Figaro.fr, L'express.fr, AFP, 21/09/2014*)

Le changement de position de la Turquie pour la lutte contre les jihadistes en Syrie

La Turquie avait refusé de participer activement aux opérations armées, lors de la réunion en marge du sommet de l'Otan, vendredi 5 septembre à Newport, à la quelle elle a participé avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, le Canada, le Danemark et l'Australie, qui ont décidé la création d'une alliance autour des Etats-Unis pour combattre les jihadistes de l'Etat islamique. (*L'Express.fr, 05/09/2014*) La principale raison de l'inquiétude du pays « de participer aux combats contre les jihadistes de l'EI, ou même d'autoriser l'usage de ses bases aériennes pour des frappes contre le groupe jihadiste » était la menace sur le sort de ses ressortissants retenus en otages. (*L'express.fr, AFP, 21/09/2014*)

De même, la Turquie n'avait pas signé, le 11 septembre à Jeddah, en Arabie saoudite, le communiqué dix pays arabes et des Etats-Unis, pour le renforcement des mesures contre l'EI, déclarant qu'elle ne participerait à aucune opération de combat et ne fournirait aucune armes mais qu'elle se concentrera entièrement sur les opérations humanitaires et apporterait son soutien logistique. Ankara ne voulait pas non plus ouvrir sa base aérienne d'Incirlik (sud), proche de la Syrie, pour des missions de combat. (*lefigaro.fr, AFP, 11/09/2014*) (*Le Parisien, AFP, 12/09/2014*) (*Francetvinfo, Jérôme Santo-Gammaire, 19/09/2014*)

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry avait déjà tenté de convaincre la Turquie de soutenir activement la lutte contre l'Etat islamique (EI) lors de ses rencontres avec le président Recep Tayyip Erdogan, le Premier ministre Ahmet Davutoglu et le ministre turc des affaires étrangères Mevlüt Çavusoglu le 12 septembre à Ankara. « Les alliés sont "tombés d'accord pour dire que l'EI est l'une des plus grandes menaces pour la sécurité de la Turquie, de la région tout entière et au-delà", [avait] dit M. Kerry lors d'une conférence de presse [en réaffirmant] "l'engagement des Etats-Unis à protéger la sécurité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Turquie et (...) à oeuvrer à la plus large coalition possible de partenaires internationaux pour éliminer une fois pour toute la menace de l'EI". » (*Le Parisien, AFP, 12/09/2014*)

Suite à la libération des otages le 21 septembre, le Président de la république turc Recep Tayyip Erdogan a indiqué « que la Turquie pourrait changer d'avis au moins partiellement. » (*L'express.fr, AFP, 21/09/2014*) Les déclarations d'Erdoğan et du secrétaire d'Etat américain suite à leur rencontre à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies à New York mardi 23 septembre ont montré

que la position de la Turquie sur sa participation dans la lutte contre l'EI, « au mieux décrite comme prudente, au pire comme ambiguë, (...) a pris un nouveau virage». (*Le Monde.fr*, 24/09/2014)

La Turquie, membre de l'Otan et l'un des principaux alliés de Washington dans la région, « semble désormais prêt à s'impliquer officiellement au sein de la coalition internationale qui lutte contre l'Etat islamique. » (*Le Monde.fr*, 24/09/2014) « Erdogan, s'est félicité mardi des frappes aériennes menées par les Etats-Unis et leurs alliés contre le groupe État islamique (EI) en Syrie, déclarant qu'Ankara pourrait fournir un soutien militaire ou logistique à l'opération. "Je vois cela (les frappes aériennes) d'un œil positif. Ce serait une mauvaise idée de les arrêter. Ce plan doit être poursuivi (...) "Nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour combattre le terrorisme". "Cela implique toutes les formes de soutien, y compris militaire et politique. Cela implique un soutien politique ou logistique" a-t-il ajouté devant des journalistes à New York. (*Le Figaro*, AFP, 23/09/2014)

« La Turquie s'est engagée à faire partie de la coalition internationale contre les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) et sera "en première ligne" dans cet effort, a affirmé le secrétaire d'Etat américain John Kerry, après avoir rencontré son homologue turc Mevlüt Cavusoglu », le 23 septembre, en soulignant qu'elle est membre à part entière de la coalition (*lefigaro.fr*, AFP, 23/09/2014)

La complexité de la situation à la frontière de la Turquie

« Quoi qu'il en soit, malgré la libération de ses otages, il n'est pas certain qu'Ankara s'implique réellement dans la coalition contre l'EI. La Turquie est, en effet, particulièrement vulnérable à d'éventuelles attaques terroristes, le groupe djihadiste étant implanté en Irak et en Syrie, deux Etats frontaliers. D'autant que sa frontière est perméable en raison de la politique humanitaire menée par le pays. » (*Le Monde.fr*, 24/09/2014)

En outre, « la question kurde est encore une fois au centre de la réflexion turque sur la stratégie à adopter. S'impliquer davantage dans la coalition reviendrait à soutenir l'action des combattants kurdes, les peshmergas en Irak et le YPG en Syrie – des mouvances armées kurdes proches du PKK (...) – ce qui dérange profondément le gouvernement. (...) La Turquie craint particulièrement la création d'une zone autonome kurde dans le nord de la Syrie, qui pourrait renforcer le PKK.» (*Francetvinfo*, Jérôme Santo-Gammaire, 19/09/2014) Le pays craint aussi que « les armes fournies aux forces irakiennes et kurdes en Irak par l'Occident pour contrer les jihadistes de l'Etat Islamique (EI) ne tombent aux mains des rebelles kurdes de Turquie, a déclaré lundi le ministre turc des Affaires étrangères » (*AFP*, 08/09/2014)

En ce qui concerne la position de la Turquie dans ce conflit, « il y a eu effectivement un laissez-faire, voire même finalement un certain soutien, avec l'idée que tout ce qui pouvait faire tomber le régime de Bachar el-Assad, était bon à prendre. Mais très nettement, depuis le début de cette année, il y a une volonté d'enrayer ce processus, à plus forte raison parce que la Turquie en a été victime dernièrement avec la prise d'otage qui a suivi la prise de Mossoul. (...). Désormais, il y a vraiment une volonté de combattre ce phénomène. Parallèlement, ce qui peut ralentir ou échauder cette volonté, c'est la complexité de la situation à la frontière de la Turquie. » explique Jean Marcou, directeur des relations internationales de l'Institut d'études politiques de Grenoble, chercheur associé à l'Institut français d'étude anatolienne d'Istanbul. (*RFI*, Alexandra Cagnard, 23/09/2014)

Le Président de la république turc Erdoğan « avait discuté avec le président américain Barack Obama, lors du sommet de l'OTAN début septembre, de la possibilité de créer une "zone tampon" le long des frontières de la Turquie avec l'Irak et la Syrie» « pour accueillir les civils déplacés, une mesure qui exigerait l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne. » (*L'express.fr*, AFP, 21/09/2014) (*Le Nouvel Observateur*, Reuters, 19/09/2014)

Les critiques de complaisance envers la Turquie

« "La Turquie porte une responsabilité directe dans la montée en puissance de l'EI et se trouve aujourd'hui très embarrassée", juge Marc Pierini, ex-représentant de l'UE en Turquie et chercheur à la fondation Carnegie Europe. (...) "Il existe en Turquie, dans une large fraction de la population comme au sommet de l'Etat, une absence de volonté de condamner fermement l'EI", résume Marc Pierini. "Cette position provoque une grande frustration chez ses alliés", "et va s'imposer comme le problème numéro un dans les relations entre Ankara et Bruxelles". » (*Le Point.fr, AFP, 22/09/2014*)

« "Si elle n'a pas directement soutenu l'EI en tant que tel, la Turquie a fermé les yeux sur le passage d'islamistes dont certains ont ensuite rejoint Daech, à mesure que les autres groupes rebelles syriens s'affaiblissaient au profit de cette dernière", constate Jordi Tejel, professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID, Genève). » (*L'Express, Catherine Gouëset, 22/09/2014*)

« La Turquie, régulièrement accusée de complaisance envers les jihadistes qui transitent sur son territoire pour se rendre en Syrie, a assuré mardi [23 septembre] avoir au total repéré et expulsé plus de 1.000 combattants étrangers de 75 pays depuis le début du conflit syrien en 2011. "La Turquie a pris une part très importante de ce fardeau", a assuré mardi le chef de la diplomatie Mevlüt Cavusoglu. » (*Le Point, AFP, 24/09/2014*) « "La Turquie lutte avec persistance contre les combattants jihhadistes et les refoule à sa frontière", s'est défendu M. Ala, affirmant que son pays avait interdit l'entrée de son territoire à 6.620 personnes et en avait expulsées 1.013 autres. » (*Le Parisien, AFP, 26/09/2014*)

La Turquie accueille les réfugiés kurdes syriens qui ont fui Kobané et Sindjar

La Turquie a ouvert vendredi 19 septembre sa frontière aux réfugiés fuyant le Kobané (Aïn al-Arab), troisième ville kurde de Syrie, encerclée par les combattants du groupe de l'EI qui se sont emparés de plusieurs villages des alentours. Plus de 130.000 Syriens, principalement Kurdes, ont trouvé refuge en Turquie. La Turquie « dans un premier temps avait refusé d'accueillir les réfugiés, préférant leur porter assistance en sol syrien (...) mais l'offensive persistante des extrémistes sunnites du groupe Etat islamique vers des zones proches de la frontière turque a sans doute poussé la Turquie à reconsidérer sa politique et à ouvrir ses portes. » (*Le Point, AFP, 19/09/2014, 21/09/2014*)

« Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a déclaré mardi [23 septembre] qu'il se préparait à un possible exode des 400000 habitants de la ville syrienne kurde de Kobani (Aïn al-Arab) vers la Turquie pour échapper à la progression des djihadistes. » (*L'Opinion, Raphaël Proust, 23/09/2014*)

Il y a aussi le drame des Yézidis qui « sont déjà 30 000 à avoir fui la terreur de l'Etat islamique dans leur région de Sindjar - Shengal en kurde - et avoir trouvé refuge dans le sud-est turc. Ankara leur a fermé sa frontière, mais, avec l'aide des Kurdes, ils parviennent à rentrer, clandestinement, en Turquie. Officiellement, la Turquie dit vouloir porter assistance "sur place" en Irak du nord, à ceux qui ont fui les massacres et les attaques des djihadistes de l'Etat islamique pour éviter une vague d'immigration qui pourrait atteindre un million de personnes. La Turquie a donc envoyé des tentes et livre quotidiennement du pain et quelques vivres dans le Kurdistan irakien. » (*RFI, Jérôme Bastion, 05/09/2014*)

Combat entre les Kurdes et l'EI à Kobané

« Un appel à la mobilisation a été lancé lundi [22 septembre] par Abdullah Öcalan, leader du PKK emprisonné sur l'île d'Imrali, en Turquie, pour défendre Kobané. "J'appelle l'ensemble du peuple kurde à entrer en résistance face à cette guerre à haute intensité", a-t-il déclaré par le biais de son avocat. » (*Le Figaro, Nare Hakikat, 22/09/2014*) « Des opposants syriens et de responsables kurdes ont également appelé la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis à lancer des frappes. » (*AFP, 22/09/2014*)

« Malgré l'appel à l'aide des Kurdes syriens, les Occidentaux craignent que les armes qui leur seraient livrées ne finissent en de mauvaises mains ou se retournent un jour contre la Turquie, pays de l'Otan. » (*Libération, Marc Semo, 22/09/2014*)

« En plus du drame humanitaire, le poste frontière de Suruç a vu de violents affrontements entre des civils et l'armée turque. La raison du conflit: une fois passés en Turquie, les réfugiés se voient interdire de retourner à Kobané. Or nombre d'entre eux envisageaient de continuer à combattre en Syrie contre l'État islamique, après avoir installé leur famille en lieu sûr. En plus des Kurdes syriens, de nombreux Kurdes de Turquie tentent aussi de passer la frontière pour venir en renfort aux forces du YPG. » (*Le Figaro, Nare Hakikat, 22/09/2014*)

« Les gendarmes et la police ont fermé la plupart des points de passages du secteur, dont un était utilisé par les combattants kurdes se rendant en Syrie. Deux postes frontières seulement sont restés ouverts, et le ministère de l'Intérieur va désormais enregistrer les nouveaux arrivants. » (*Le Point, AFP, 22/09/2014*)

3. Turquie

L'afflux des réfugiés syriens provoque des tensions sociales avec les populations locales

Le nombre de plus en plus élevé de réfugiés syriens qui pratiquent la mendicité à Istanbul contrarie les habitants d'Istanbul, capitale économique ; ils ont adressé ces dernières semaines des milliers de plaintes aux autorités. La « mégapole turque de 15 millions d'habitants, va en effet prendre dans un court délai des mesures préventives contre les Syriens dans le désarroi. Parmi les mesures envisagées figure le transfert forcé des réfugiés mendiant dans les lieux publics d'Istanbul vers des camps situés dans le sud-est de la Turquie, à la frontière syrienne. (...) Selon les chiffres officiels, la police a jusqu'à présent arrêté 500 familles et les a transférées, de leur gré, dans des camps de toile du Sud-Est anatolien. Mais la police municipale est contrainte de libérer les mendiants aussitôt sans qu'aucune action légale soit prise à leur encontre, car ils ont le statut de réfugié. » (*Le Monde, AFP, 16/09/2014*)

« Mardi [16 septembre au] soir, des habitants en colère de Gaziantep (Sud-Est), ville située près de la frontière syrienne, ont attaqué des Syriens après qu'une voiture immatriculée en Syrie eut renversé une famille turque, blessant deux personnes. La police anti-émeutes est intervenue en nombre pour apaiser les habitants de la ville, a rapporté l'agence de presse Dogan. » (*Le Monde, AFP, 16/09/2014*)

« L'arrivée des réfugiés syriens a déséquilibré la société dans les villes. Mais c'est de la faute des responsables politiques qui n'ont pas su établir de politique d'immigration efficace », accuse Volkan

Gorendag, en charge du dossier à Amnesty International Turquie, "il faut leur accorder un vrai statut qui précise leurs droits et leurs devoirs". » (*Le Parisien.fr, AFP, 30/08/2014*)

Officiellement, aujourd'hui plus de 1,2 million syriens sont réfugiés en Turquie. « Selon les dernières statistiques de l'Agence gouvernementale des situations d'urgence (Afad), moins d'un quart des réfugiés syriens en Turquie, 285.000 environ, sont accueillis dans les camps aménagés par les autorités. (...) En trois ans, la Turquie a dépensé 3,5 milliards de dollars pour aider les réfugiés mais elle semble débordée par leur afflux continu. Et à ce jour, ses appels pressants à la solidarité internationale n'ont rencontré que peu d'écho. » (*Le Parisien.fr, AFP, 30/08/2014*)

« Nouvelle vague d'arrestations dans la police en Turquie »

« Plusieurs dizaines de policiers ont été interpellés lundi 1er septembre en Turquie dans un nouveau coup de filet visant des fonctionnaires soupçonnés de "complot" contre le gouvernement, ont rapporté les médias. Cette nouvelle vague d'arrestations vise une trentaine de policiers, dont l'ex-patron de l'unité spéciale chargée des crimes financiers Yakup Saygili, à l'origine d'une enquête anticorruption qui a éclaboussé le régime en décembre 2013. Ces fonctionnaires sont accusés d'avoir voulu "renverser le gouvernement", a précisé la chaîne d'information NTV.

Depuis le mois de juillet, plusieurs dizaines de policiers, dont des gradés de haut rang, ont déjà été inculpés et écroués dans le cadre d'une enquête ouverte pour "complot" contre le gouvernement, écoutes téléphoniques et "constitution et direction d'une entreprise criminelle".

M. Erdogan, premier chef de l'Etat turc élu au suffrage universel direct, accuse le prédicateur Fethullah Gulen, exilé aux Etats-Unis, de vouloir le chasser du pouvoir en utilisant le relais de ses partisans au sein de la police, de la justice et d'autres administrations. » (*Le Monde.fr, AFP, 01/09/2014*)

Les « imam hatip » et le voile dans l'enseignement secondaire

« Ceux qui y ont obtenu des résultats médiocres [à l'examen national d'entrée au lycée] n'ont pu trouver près de leur domicile qu'une place dans un de ces nombreux "imam hatip" qui fleurissent depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002. » (*Le Point, Le Parisien, AFP, 23/09/2014*)

« Selon une étude réalisée par l'université privée Sabanci d'Istanbul, le nombre des "imam hatip" a augmenté de 73% au cours des cinq dernières années. La Turquie en compte aujourd'hui 936. (...) Dans les "imam hatip", dix des quarante heures d'enseignement hebdomadaire sont consacrés à la religion, de l'étude du Coran à celle de la vie du prophète Mahomet. » (*Le Point, Le Parisien, AFP, 23/09/2014*)

Mardi 16 septembre, « la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) avait sommé Ankara de réformer l'enseignement religieux obligatoire à l'école qui mettait en valeur l'approche sunnite de l'islam, majoritaire en Turquie. » (*Le Point.fr, AFP, 23/09/2014*) « La Turquie doit réformer "sans tarder" l'enseignement religieux à l'école pour garantir le respect des convictions des parents » a demandé la CEDH, en condamnant le pays pour violation du droit à l'instruction. (*Le Nouvel Observateur, AFP, 16/09/2014*)

« D'autres critiques estiment que l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés dans les établissements religieux contribue à faire baisser le niveau de l'éducation en Turquie. Le pays pointe seulement au 42e rang sur 65, loin derrière les pays les plus riches de la planète, dans le fameux classement Pisa qui recense les compétences des élèves. » (*Le Point, Le Parisien, AFP, 23/09/2014*)

La nouvelle loi sur la tenue vestimentaire des élèves a également provoqué une polémique. « Après l'université, la fonction publique et l'Assemblée nationale, le port du foulard islamique a été libéralisé dans l'enseignement secondaire en Turquie. » (*Le Point.fr, AFP, 23/09/2014*)

« Un dirigeant du parti pro-laïc républicain du peuple (CHP), principale force d'opposition, a dénoncé le changement comme "idéologique et non pédagogique", affirmant son intention de saisir la Cour constitutionnelle pour obtenir son annulation. "Les majeurs (18 ans) sont entièrement libres de décider. Mais le gouvernement ne peut décider à la place des mineurs", a estimé Engin Altay, lors d'un point de presse. Plusieurs syndicats d'enseignants se sont élevés contre cette mesure. » (*Le Point.fr, AFP, 23/09/2014*)

Turquie renforce ses mesures anti-tabac à partir de 2015

« Le ministre turc de la Santé, Mehmet Müezzinoğlu, a annoncé [le 17 septembre] un renforcement des mesures anti-tabac à compter du début de l'année 2015, rapporte l'agence de presse semi-officielle Anadolu. Parmi les changements que le gouvernement compte présenter au Parlement dans les deux prochains mois figurent de nouvelles règles sur la consommation de tabac dans les restaurants et cafés.

Les établissements proposant terrasses et autres espaces "complètement ouverts" – où il est encore possible de fumer – devront rassembler leurs clients fumeurs dans un espace correspondant à un tiers environ de la surface totale. (...)

Les restrictions concernent d'autres espaces ouverts tels que les parcs : "A partir du moment où il est écrit "parc pour enfants", on ne pourra pas fumer" (...) a annoncé Mehmet Müezzinoğlu. Le ministre a enfin évoqué les entrées d'espaces publics tels que les centres commerciaux et les hôpitaux (...).

L'objectif du gouvernement est de réduire la consommation de tabac à moins de 25% de la population d'ici 2017, et à moins de 20% de la population d'ici 2023. Ce pourcentage "est déjà passé de 31 à moins de 27% et plus de deux millions de personnes ont arrêté de fumer", s'est félicité le ministre. » (*lepetitjournal.com, Anne Andlauer, 18/09/2014*)

La réforme des conditions de travail dans le secteur minier en Turquie

Une récente loi destinée à renforcer les mesures de sécurité dans le secteur minier en Turquie, votée après la catastrophe de Soma qui a fait 301 morts en mai dernier, est entrée en vigueur.

« "L'employeur est désormais obligé d'augmenter les primes de ses salariés, qui peuvent désormais faire valoir leurs droits à la retraite dès l'âge de 43 ans", a expliqué à l'AFP Osman Tutkun, un dirigeant du syndicat des mineurs (Genel Maden-Is) de la province de Zonguldak (nord), le plus important bassin houiller du pays. "C'est évidemment un fardeau financier pour l'exploitant", a ajouté M. Tutkun.

Réclamée de longue date par les syndicats, la nouvelle législation a limité à 30 heures le temps de travail hebdomadaire des mineurs, contre 48 heures auparavant, et impose une série de nouvelles mesures de sécurité. (...)

Suite à cette réforme, 5000 mineurs de charbon ont été licenciés, selon une source syndicale et « pas moins de 37 exploitations houillères du pays ont annoncé avoir cessé leurs activités en raison des contraintes financières qu'elle impose. » (*Le Figaro.fr, AFP, 18/09/2014*)

Par ailleurs, le sous-préfet de Soma, Bahattin Atçı, a annoncé, mercredi 10 septembre, que la mine d'Eynez (province de Manisa), gérée par Soma Kömür İşletmeleri A.Ş. est en conformité depuis début septembre et que "la société a été autorisée à reprendre son activité." (...)

Soma Kömür İşletmeleri A.Ş. est la plus importante société minière privée du pays, avec une capacité annuelle de 2,5 millions de tonnes (avant accident). » (*Econostrum.info, Jérôme Bastion, 11/09/2014*)

Dix ouvriers ont perdu la vie suite à la chute d'un ascenseur dans un bâtiment en construction à Istanbul

La chute d'un ascenseur dans un bâtiment en construction à Istanbul a causé la mort de dix ouvriers samedi 6 septembre.

« La cause exacte de l'accident n'a pas encore été établie. Les autorités ont annoncé l'ouverture d'une enquête. Le propriétaire de l'immeuble, Aziz Torun, a nié toute responsabilité, rejetant la possibilité d'une défaillance technique de l'ascenseur. » (*Mediapart, 08/09/2014*)

« L'accident a provoqué un tollé sur les réseaux sociaux, et l'opposition a exhorté le gouvernement à améliorer les conditions de travail. "Les accidents du travail sont devenus des meurtres du travail" a déclaré Kemal Kilicdaroglu, chef du parti républicain du peuple. » (*Le Point.fr, Le Parisien, AFP, 07/09/2014*)

Un millier de personnes se sont rassemblées près de ce bâtiment de 32 étages pour manifester leur colère quant au manque de sécurité sur les chantiers. « La police turque antiémeute a tiré (...) des grenades de gaz lacrymogène et utilisé des canons à eau contre des manifestants ». (*Les Echos, Laurance N'Kaoua, 08/09/2014*)

« Cet accident met à nouveau en lumière les mauvaises conditions de travail et de sécurité en Turquie. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), la Turquie se situe au troisième rang mondial pour le taux de mortalité sur les lieux de travail. » (*Le Point.fr, Le Parisien, AFP, 07/09/2014*)

Nouvelles restrictions sur les sites Internet

Le gouvernement a déposé un nouveau texte de loi visant à renforcer les pouvoirs administratifs de contrôle d'Internet. « Cette nouvelle disposition autorise l'autorité de régulation des télécommunications (TIB) à interdire, sans décision de justice, l'accès à un site afin de "protéger la sécurité nationale et l'ordre public ou empêcher un crime".

Selon ce texte dont l'AFP a obtenu une copie, le fournisseur d'accès devra exécuter l'ordre de blocage de la TIB, ou retirer le contenu mis en cause, dans les quatre heures.

Le Parlement turc avait déjà adopté en février une loi controversée permettant au pouvoir politique de bloquer un site, mais à la condition d'obtenir confirmation sous deux jours par une décision de justice. Le nouveau texte déposé [le 8 septembre] au Parlement permet également à la TIB de surveiller les activités des internautes sur le web et de stocker elle-même, pendant deux ans, toute information utile à ce sujet. » (*Le figaro.fr, AFP, 09/09/2014*)

« Samedi [7 septembre], une plateforme qui hébergeait la photo de couverture d'un magazine suédois montrant un conseiller du président en train de frapper un manifestant à terre a été bloquée. » (*Libération, 09/09/2014*)

Par ailleurs, la Turquie, pays hôte du 9e forum mondial sur la gouvernance d'Internet qui a eu lieu le 2 septembre à Istanbul a été critiquée par plusieurs intervenants pour ses pratiques liberticides sur le Web.» (Géo Tribune.com, 03/09/2014)

Verdict controversé pour un policier qui avait tué un manifestant de Gezi

« La justice turque a condamné mercredi [3 septembre] à près de huit ans de prison un policier accusé d'avoir tué par balle un manifestant lors de la fronde antigouvernementale de juin 2013 (...)

Ethem Sarisuluk, un ouvrier de 26 ans membre du Parti communiste turc, a été abattu d'une balle en pleine tête lors d'une manifestation hostile au gouvernement du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, aujourd'hui président, le 1er juin à Ankara. Il est décédé de ses blessures après deux semaines de coma. (...)

Le procureur avait requis une peine de 33 ans de prison contre l'accusé. Il avait également demandé, et obtenu, lors d'une audience en juillet sa mise en détention provisoire, alors qu'il comparait libre depuis le début de son procès il y a un an. (...) Les juges ont estimé que l'accusé avait été victime de "provocations" de la part des manifestants et réduit sa peine à sept ans et neuf mois. (...) L'avocat de la famille de la victime a (...) réclamé la réclusion à perpétuité, dénonçant un "usage disproportionné de la force" par la police.» (*Le Parisien, AFP, 03/09/2014*)

« Des supporters turcs accusés de coup d'Etat »

« 35 membres du Çarsi de Besiktas, un groupe de supporters du club de football d'Istanbul, sont accusés de "tentative de coup d'Etat" par la justice turque. Leur tort ? Avoir pris part à la fronde antigouvernementale de juin 2013, sévèrement réprimée sur la place Taksim. Le procureur, qui réclame contre eux la prison à vie, estime qu'ils ont "tenté de répandre une image similaire à celle des printemps arabes en fournissant à la presse étrangère des photos d'affrontements [afin] de renverser par des moyens illégaux le gouvernement". Une responsable de l'ONG Human Rights Watch, Emma Sinclair Webb, a jugé "ridicules" sur son compte Twitter les poursuites dont fait l'objet le Çarsi. » (*Libération, 09/09/2014*)

4. Economie

La croissance turque ralentit

« La croissance turque est tombée au deuxième trimestre à 2,1 % en glissement annuel après + 4,1 % au cours des trois mois précédents, selon l'Institut turc de la statistique. Cette chute due à la demande intérieure, rend hypothétique la perspective d'une croissance de 4 % du PIB cette année. » (*Les Echos, 11/09/2014*)

Le projet de loi concernant des restrictions d'Internet a causé la chute de la livre turque

Le projet de loi visant à renforcer le contrôle de l'Etat sur Internet, déposé au Parlement le 8 septembre a provoqué la chute de la livre turque le lendemain. La livre turque a ainsi reculé face à la grande majorité des devises internationales, en perdant jusqu'à 1,32% face à la monnaie unique à 2,8408 livres pour un euro. (*Option Finance, 09/09/2014*)

« Ankara prêt à acheter des missiles à la France »

« La Turquie mène des discussions avec la France sur l'achat d'un système antimissile pour lequel elle avait initialement retenu, en septembre 2013, la société chinoise CPMIEC. Cette compagnie est la cible de sanctions américaines pour avoir vendu des armes et de la technologie à l'Iran et à la Syrie. "Certains désaccords sont survenus avec la Chine sur la question de la fabrication conjointe et du savoir-faire, a déclaré le président Recep Tayyip Erdogan, selon la télévision privée NTV.» (*Les Echos, Ingrid Feuerstein, 08/09/2014*)

"Les discussions se poursuivent malgré cela, mais la France, qui était arrivée deuxième, a fait de nouvelles propositions. A ce stade, nos pourparlers avec la France (...)." Ces propos ont été confirmés lundi [9 septembre] par les services de la présidence.

Le mois dernier, la Turquie a invité les participants à l'appel d'offres – derrière [le chinois] CPMIEC et [le franco-italien] Eurosam, l'américain Raytheon est arrivé en troisième position – à prolonger la validité de leurs propositions, suggérant alors qu'il était encore prêt à envisager des alternatives à CPMIEC. Par ailleurs, le secrétaire à la défense américain, Chuck Hagel, s'est rendu à Ankara lundi 8 septembre.

Eurosam, un consortium franco-italien détenu par la compagnie Missile Systems Defence Systems (MBDA –coentreprise regroupant BAE Systemes, Airbus et Finmeccanica) et Thales, avait terminé en deuxième position lors de l'appel d'offres organisé en septembre, remporté par CPMIEC avec une proposition à 3,4 milliards de dollars (2,6 milliards d'euros). » (*Le Monde, 08/09/2014*)

« Ankara exclut un accord gazier avec Israël sans "paix permanente" »

« La Turquie a durci mardi [9 septembre] ses conditions à un accord gazier avec Israël, réclamant une "paix permanente" pour effacer la "tragédie humaine" dans la bande de Gaza. "Il est hors de question d'avancer sur un quelconque projet énergétique sans l'établissement d'une paix permanente, sans contribution de toutes les parties", a déclaré le ministre de l'Energie Taner Yildiz à Ankara. (...)

Israël est devenu un exportateur virtuel de gaz naturel depuis la découverte de deux gisements géants, Tamar et Leviathan. Les discussions entre Israël et la Turquie portent en particulier sur la construction d'un gazoduc sous-marin de 10 milliards de m³, d'un coût évalué à 2,2 milliards de dollars, qui donnerait à Israël l'accès à une grande puissance émergente, considéré comme l'un des marchés de l'énergie les plus prometteurs dans la région à l'horizon des prochaines années. (*Boursorama, Reuters, 09/09/2014*)

Les échanges commerciaux entre le Cameroun et la Turquie

« Les échanges commerciaux entre le Cameroun et la Turquie évalués à 75 milliards de FCFA [franc des Communautés Financières d'Afrique] en 2013 ont été estimés au terme du premier semestre 2014 à 86,5 milliards FCFA, soit une hausse de plus de 11,5 milliards de F CFA en valeur absolue. (...)

Dans ces échanges, le Cameroun exporte vers la Turquie divers biens, tels que le cacao, la banane, du bois, du pétrole brut, de l'aluminium, de l'ananas, entre autres. Le Cameroun importe, par contre de la Turquie du ciment, des tapis, du textile, des engrais, des véhicules, etc. En effet, depuis la mission économique du Cameroun en Turquie conduite en 2013 par son chef de l'État, Paul Biya, la dynamisation de la coopération économique entre les deux pays s'est largement accrue.

Il y a en tout cas lieu de savoir que les opérateurs économiques turcs manifestent leur intérêt pour les infrastructures et l'énergie, deux secteurs qui se situent au centre du développement économique du Cameroun, en plus du tourisme et des logements sociaux où l'on annonce 180 milliards de F CFA de financement turc déjà disponibles. Une entreprise turque a ainsi récemment remporté le marché de rénovation de la Société nationale de raffinage (SONARA) à l'issue d'un avis d'appel d'offres.» (*Le Point, Clémence Njanjo, PANA, 18/09/2014*)

La marque d'électroménager turque Beko s'impose en France

La marque d'électroménager turque Beko, avec sa part de marché de 8,6 % (en volume), a multiplié par sept son chiffre d'affaires en France en dix ans pour atteindre 146 millions d'euros l'année dernière. « Avec ses réfrigérateurs, lave-vaisselle et cuisinières, Beko est désormais troisième au classement général (6,2 %). » (*Le Figaro, Annelot Huijgen, 28/08/2014*) « 2.700 magasins proposent désormais des produits Beko, soit 67% du réseau spécialisé. » (*Challenges, Claire Bouleau, 31/08/2014*)

« Les réfrigérateurs, cuisinières et lave-linge Beko se sont tout d'abord glissés incognito dans leurs foyers, vendus initialement en marque blanche par des enseignes comme Conforama, Auchan, Boulanger ou Darty. En 2003, les marques de distributeurs (MDD) représentaient encore 80% des ventes de Beko France (...). Dix ans plus tard, le ratio s'est inversé. Les MDD ne représentent plus que 20% environ du chiffre d'affaires.» (*Challenges, Claire Bouleau, 31/08/2014*) « Dans le même temps, la stratégie marketing s'est structurée, puis intensifiée afin d'augmenter la notoriété de Beko et d'accompagner sa montée en gamme. (...) La notoriété de Beko en France a quadruplé en six ans pour atteindre 48%. » (*Challenges, Claire Bouleau, 31/08/2014*)

« Les produits Beko, fabriqués dans les quatorze usines de la maison mère Arçelik (huit en Turquie, trois en Afrique du Sud, une en Chine, une en Roumanie et une en Russie), possèdent en effet deux atouts complémentaires. D'un côté, le prix. Grâce à la proximité géographique de la Turquie avec l'Europe et à une main-d'œuvre payée environ 450 euros par mois qui pèse moins de 5% dans le prix de revient, leur coût s'avère très compétitif. De l'autre, la qualité. L'entreprise Arçelik, qui appartient à l'empire Koç, le plus gros conglomérat de Turquie, consacre 4,5% de son chiffre d'affaires (4,4 milliards d'euros en 2013) à la recherche-développement. » (*Challenges, Claire Bouleau, 31/08/2014*)

« Fondé par Vehbi Koç en 1926, Koç Holding, désormais présidé par son petit-fils Mustapha, est le plus grand conglomérat de Turquie. Avec son chiffre d'affaires de 26,2 milliards d'euros, il représente 8 % du PIB et 10 % des exportations de la Turquie. Le bélier, emblème de la famille, s'est imposé dans de nombreux secteurs: distribution automobile (avec les marques Fiat et Ford), banque, hôtels, restaurants, magasins de bricolage, stations-service, mais aussi pâtes, pâtisseries, véhicules militaires et mêmes des hôpitaux et des écoles, à travers la fondation familiale.

Arçelik a contribué à hisser la Turquie à la place du premier producteur d'électroménager en Europe, devant l'Italie, où les usines ferment. L'italien Indesit vient d'entrer dans le giron de Whirlpool. Arçelik ne s'est pas intéressé au dossier ni à celui de FagorBrandt, car avec quatorze usines, dont huit en Turquie, le groupe estime avoir une base de production suffisante. Son site à Çayirova est même le plus grand dans son domaine en Europe: 12.500 lave-linge en sortent chaque jour, fabriqués par 1 752 ouvriers et 203 robots. » (*Le Figaro, Annelot Huijgen, 28/08/2014*)

« Avec les ventes sous marques distributeurs et celles de Grundig (audio et petit électroménager) et Leisure (pianos de cuisson), deux marques appartenant également à Arçelik, le chiffre d'affaires s'élève à 216 millions d'euros, plaçant Beko France en seconde position dans le groupe. (...) Le groupe exploite dix marques au total et est lui-même filiale de Koç Holding. » (*Le Figaro, Annelot Huijgen, 28/08/2014*)

TAV Airports a signé un accord avec Limak concernant l'aéroport Sabiha Gökçen

« TAV Airports, le leader des opérateurs aéroportuaires en Turquie, a signé un accord avec le groupe Limak [lundi 15 septembre] et acquiert ainsi 40% des parts de l'aéroport Sabiha Gökçen d'Istanbul pour 285 millions d'euros, rapporte le quotidien Hürriyet. TAV et Malaysia Airports (actionnaire à 60%) deviennent donc partenaires dans la gestion de cet aéroport situé sur la rive asiatique.

Selon Le Journal de l'Aviation, "l'aéroport international Sabiha Gökçen a accueilli près de 19 millions de passagers l'année dernière et affiche une croissance particulièrement importante cette année avec déjà 15,5 millions de passagers pour les huit premiers mois (+32%)."

En mai 2012, le groupe français Aéroports de Paris (ADP) avait racheté près de 38% de TAV Airports, également gestionnaire d'Atatürk, le grand aéroport d'Istanbul. Le PDG de TAV Airports, Mustafa Sani Şener, a indiqué lundi que ce nouveau partenariat dans l'aéroport Sabiha Gökçen relevait d'une "stratégie audacieuse pour TAV, puisque l'aéroport Atatürk fermera lorsque le nouvel aéroport sera mis en service à Istanbul", rapporte le quotidien Hürriyet Daily News. Mustafa Sani Şener s'est dit ravi d'avoir l'opportunité de travailler avec l'un des plus importants opérateurs aériens (Malaysia Airports), pour partager leurs atouts et savoir-faire, et ainsi permettre le développement de l'aéroport Sabiha Gökçen.

Le chantier de construction du troisième aéroport d'Istanbul a débuté juste avant l'été et devrait être mis en service à partir de 2016. La société turque Limak fait par ailleurs partie du consortium qui a remporté l'appel d'offres pour la construction de ce nouvel aéroport au nord d'Istanbul, sur la rive européenne, malgré les oppositions des écologistes.» (*lepetitjournal.com/istanbul, Marion Sagnard, 16/09/2014*)

« Ekol et Alternative Transport inaugurent un service roulier entre Sète et Istanbul »

« Après avoir démarré un service entre Trieste et Istanbul en 2013, Ekol, groupe de logistique et de transport turc et la compagnie maritime Alternative Transport, [ont inauguré] mardi 2 septembre 2014, une deuxième ligne maritime ro/ro qui desservira le port de Sète en France. À fréquence hebdomadaire pour débiter, ce service roulier sera opéré par l'Ayshe, navire d'une capacité de 150 remorques qui viendra s'amarrer quai Colbert.

Le port de Sète table sur cinquante escales la première année avec des remorques aussi bien à l'import qu'à l'export. Le fret produit en Turquie sera essentiellement destiné à alimenter la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne. (...) Cette ligne vient en concurrence du service UN Ro Ro lancé en janvier 2011 entre Istanbul et le port de Toulon. » (*econostrum.info, Nathalie Bureau du Colombier, 29/08/2014*)

« Victime de la météo, la noisette turque menace les prix du chocolat »

« Concentré le long des rives de la mer Noire, le secteur de la noisette turque a subi de plein fouet les intempéries de la fin de l'hiver. Au-dessus de 250 mètres d'altitude, de nombreux vergers ont été décimés et leur production a chuté.

L'an dernier, la Turquie a fourni à elle seule plus des trois quarts des 825.000 tonnes de ce fruit produites dans le monde, soit 655.000 tonnes. Les chiffres ne sont pas encore définitifs mais les volumes 2014 ne devraient pas dépasser les 430.000 tonnes, selon les prévisions. Un recul qui,

mécaniquement, a provoqué l'augmentation des prix du fruit.

"L'Etat s'est retiré du secteur il y a quatre ans. Jusque-là, c'est lui qui fixait les cours de la noisette", explique Mehmet Cirav, de la Chambre de commerce et d'agriculture de Trabzon. "Aujourd'hui, le prix est fixé par le marché. L'an dernier le kilo se vendait à 3 dollars, aujourd'hui il est au-dessus de 5 dollars parce que l'offre est plus faible". (...)

"Si cette tendance à la hausse des matières premières se poursuit, une hausse des prix de certains produits ne peut être exclue", concède la maison suisse Lindt & Sprüngli. (...)

Ferrero, père du Nutella et des fameux "rochers", confirme mais rassure. La société italienne ne fixera les prix de ses produits qu'en octobre, une fois connu "le volume de la nouvelle récolte" et promet "un impact minimal sur le consommateur final." » (*Le Parisien*, 21/09/2014)

5. Union Européenne

L'Union européenne est la priorité du gouvernement turc

« A l'issue d'un conseil des ministres [du 15 septembre], le vice-Premier ministre turc Bülent Arınç a annoncé que le gouvernement avait préparé un "plan d'action" sur les relations avec l'Union européenne (UE), rapporte le quotidien Radikal. "Je peux dire que le processus (d'adhésion à l'UE) a été discuté et que des décisions très importantes ont été prises", a indiqué Bülent Arınç, qui est aussi porte-parole du gouvernement. Le ministre a ensuite évoqué un plan "en trois étapes", d'ici à 2019, sans livrer toutefois les détails de ce projet. » (*lepetitjournal.com*, 16/09/2014)

Dans son interview avec le quotidien Sud Ouest, Hakki Akil, ambassadeur de Turquie à Paris, a également souligné que l'adhésion à l'Union européenne est le "choix stratégique" du pays :

« La Turquie n'a pas varié : adhérer à l'Union est une priorité stratégique. Et il est capital de poursuivre le processus. Notre Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan, vient de rappeler qu'il était impossible d'écrire l'histoire de la Turquie sans se référer à celle de l'Europe, et vice versa. Doit-on aller à une adhésion pleine et entière ? Ou vers un statut différent, type Suisse ou Norvège ? Le moment venu, la question sera posée par référendum au peuple turc et aux citoyens européens. En attendant, il faut continuer à harmoniser la législation turque avec celle de l'Union pour que le train ne déraile pas mais arrive en gare (...)

En présentant son programme à l'Assemblée nationale le 1^{er} septembre, « M. Davutoglu a souhaité que son pays puisse entrer dans l'UE d'ici à 2023, date du centenaire de la République. (...) Le Premier ministre a enfin réitéré l'objectif fixé par son prédécesseur Recep Tayyip Erdogan, élu président le 10 août, de faire entrer la Turquie dans le club des "dix premières économies du monde" en 2023. » (*Le Parisien*, 01/09/2014)

6. International

Turquie- France

Le cafouillage diplomatico-policiier concernant le retour de trois jihadistes en France

« Un changement de vol imprévu que les services turcs n'ont pas signalé à temps et un problème technique à l'aéroport de Marseille ont empêché les autorités [françaises] d'arrêter trois jihadistes présumés revenant de Syrie. » (*Libération, AFP, 24/09/2014*)

« Après un séjour de plusieurs mois en Syrie, ces trois hommes ont été arrêtés fin août à leur retour en Turquie et placés en centre de rétention administrative pour "séjour illégal" sur le sol turc. » (*Le Parisien, AFP, 26/09/2014*) « La police turque (...) devait procéder à leur expulsion en les embarquant sur un vol à destination de Paris, en provenance d'Istanbul. Mais le pilote a refusé de les embarquer, et ils ont été finalement renvoyés via un vol pour Marseille. » (*L'Express.fr, 24/09/2014*) Selon le communiqué de presse du ministère de l'intérieur, « les services français ont été informés par leurs homologues turcs de ce changement de vol après l'arrivée sur le sol français des trois ressortissants expulsés. » (*L'Express.fr, 24/09/2014*) Par ailleurs, « le système informatique censé détecter les passeports recherchés n'a pas fonctionné à Marseille. » (*Libération, AFP, 24/09/2014*)

Les trois jihadistes présumés « se sont finalement rendus d'eux-mêmes dans une gendarmerie de l'Hérault. (...) Ils ont ensuite été placés en garde à vue et devraient être présentés à un juge antiterroriste. » (*Libération, AFP, 24/09/2014*)

« Le président François Hollande avait déploré des "manquements" et son ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian a regretté "un gros cafouillage (...) en grande partie dû aux difficultés, à l'absence de très bonne collaboration avec les services turcs". » (*Le Parisien, AFP, 26/09/2014*) Drian « a assuré qu'une "solution sera vite trouvée", mais il a jugé que "l'initiative des autorités turques de changer d'avion a été malencontreuse". (...) Ce cafouillage montre qu'il faut renforcer les relations, les méthodes et les actions avec les autorités turques", a dit le ministre. » (*Le Point, AFP, 24/09/2014*)

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve « a pour sa part annoncé qu'il avait demandé une enquête administrative (...). "Ce dysfonctionnement entre les services turcs et les services français mérite qu'une concertation approfondie s'engage entre les autorités françaises et turques, de manière à ce que d'autres événements de ce type ne se produisent pas", a déclaré le ministre de l'Intérieur à la presse. » (*Libération, AFP, 24/09/2014*)

Bernard Cazeneuve s'est rendu pour rencontrer son homologue turc Efkân Ala le 26 septembre à Ankara. « Les ministres turc et français de l'Intérieur se sont promis de mieux coopérer dans la lutte contre les filières jihadistes qui traversent la Turquie (...). A l'issue de leur entretien, le Français Bernard Cazeneuve a annoncé qu'un "nouveau dispositif" fondé sur "un échange constant d'informations" avait été établi afin d'éviter la répétition de ce type de "couac", qui a suscité un vif embarras à Paris et illustre les difficultés de la collaboration franco-turque en la matière. "Nous allons faire en sorte que les mécanismes de coopération entre nos deux pays puissent fonctionner avec le minimum d'erreurs possible", a confirmé le Turc Efkân Ala. » (*Le Parisien, AFP, 26/09/2014*)

Turquie- Etats-Unis

« Espionnage américain en Turquie : Ankara convoque le chargé d'affaires »

« Les autorités turques ont convoqué lundi [1^{er} septembre] le chargé d'affaires américain à Ankara à la suite d'informations de presse décrivant les activités d'espionnage menées par les Etats-Unis sur leur territoire, a rapporté lundi le porte-parole du gouvernement turc. (...)

Dans son édition parue dimanche [31 août], l'hebdomadaire allemand Der Spiegel a révélé que les services de renseignement américains et britanniques se livraient à une intense surveillance électronique du gouvernement turc, pourtant leur allié au sein de l'Otan. Selon le Spiegel, qui affirme avoir eu accès à des documents rendus publics par le lanceur d'alerte Edward Snowden, l'Agence de sécurité nationale américaine (NSA) espionne depuis 2006 les ordinateurs des plus hauts responsables turcs, afin de connaître les intentions de son dirigeant islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan. (...)

"Nous attendons des Etats-Unis qu'ils enquêtent sur ces allégations et, si elles étaient avérées, qu'ils mettent un terme aux activités qui visent nos institutions et nos représentations à l'étranger", a déclaré le ministère turc des Affaires étrangères après la convocation du chargé d'affaires américain. (...)

Il y a deux semaines, le Spiegel avait publié un premier article affirmant que les services secrets allemands, eux aussi, surveillaient la Turquie. Le gouvernement turc avait alors convoqué l'ambassadeur d'Allemagne en Turquie pour lui faire part de sa "préoccupation". Dans l'article publié [1^{er} septembre], le magazine allemand explique que les Etats-Unis espionnent les autorités d'Ankara tout en étant un de leurs principaux pourvoyeurs de renseignements dans le conflit qui les oppose aux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). » (AFP, 01/09/2014)

Turquie - Chypre

« Erdogan à Chypre-Nord pour son premier voyage présidentiel à l'étranger »

« Le président turc Recep Tayyip Erdogan a effectué lundi [1^{er} septembre] sa première visite officielle de chef de l'Etat à Chypre-Nord en appelant la république de Chypre à "tenir ses promesses" afin de régler rapidement la question de la partition de l'île. "Il est impossible pour nous d'oublier Chypre", a déclaré M. Erdogan à son arrivée dans l'île. "Comme la Turquie, la Grèce, en tant que pays garant, doit remplir ses obligations. Si tout le monde remplit ses obligations, alors la question chypriote peut être réglée au plus vite", a-t-il ajouté. (...)

"La RTCN fait tout ce qui est en son possible pour travailler à un nouveau partenariat sur la base d'une solution à deux Etats et de l'égalité politique", a-t-il dit lors d'une conférence de presse avec son homologue. "Il n'est pas pour nous possible de parvenir à un accord qui ne prévoit pas une solution à deux Etats", a insisté M. Erdogan. » (AFP, 01/09/2014)

Les discussions qui ont repris en février dernier se poursuivent entre les deux parties de l'île divisée. L'émissaire des Nations unies, Espen Barth Eide, a annoncé, (...) le 17 septembre, que les dirigeants [Cypristes du Nord et du Sud] ont donné pour instruction à leurs négociateurs d'entrer dans des négociations actives afin de surmonter les différends sur les questions centrales non résolues" et qu'il y aura désormais au moins deux séances de négociations par mois. (Boursorama, Reuters, 17/09/2014)

7. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Septembre 2014)

Challenges

Claire Bouleau

Les Echos

Laurance N'Kaoua,
Ingrid Feuerstein

L'Express

Catherine Gouëset

Le Figaro

Nare Hakikat
Annelot Huijgen

Le Monde

Le Nouvel Observateur

Le Parisien

Le Point

Clémence Njanjo

Libération

Marc Semo

L'Opinion

Raphaël Proust

Econostrum.info

Jerôme Bastion
Nathalie Bureau du
Colombier

Francetvinfo

Jérôme Santo-Gammaire

RFI

Jerôme Bastion
Alexandra Cagnard

lepetitjournal.com

Théo Morais
Anne Andlauer
Marion Sagnard

Boursorama

Géo Tribune.com

Option Finance

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org